



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 02/04/2024

Reçu en préfecture le 02/04/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20240326-2024_09-DE



DÉLIBÉRATION

2024/09

FIXATION DU BAREME DE REMUNERATION DES INTERVENANTS POUR LES CONCOURS OU EXAMENS PROFESSIONNELS ORGANISES PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU PAS-DE-CALAIS.

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 26 Mars 2024 à 15 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 modifiée, modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 modifiée, relative à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2010-235 du 10 mars 2010 modifié, relatif à la rémunération des agents publics participant, à titre d'activité accessoire, à des activités de formation et de recrutement ;

Vu le décret n°2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, relatif aux conditions générales de recrutement et avancements de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2006 modifié, fixant le taux de l'indemnité spéciale allouée aux intervenants extérieurs nécessaires au déroulement des épreuves pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur ou de directeur dans les conservatoires à rayonnement communal ou intercommunal, les conservatoires à rayonnement départemental ou les conservatoires à rayonnement régional ainsi qu'aux personnels spécialisés apportant leur concours au déroulement des épreuves de l'examen du diplôme d'Etat de professeur de musique en qualité d'accompagnateur ;

Vu la délibération n° 2023/56 du conseil d'administration portant mise à jour du barème de rémunération des intervenants pour les concours ou examens professionnels organisés par le centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais.

Monsieur le Président expose aux membres du Conseil d'Administration qu'il résulte des dispositions susvisées que les centres de gestion peuvent fixer librement la rémunération de leurs intervenants en matières de concours et examens professionnels, en veillant à la bonne gestion des deniers publics et en appliquant des rémunérations adaptées aux épreuves et pratiques locales, principe confirmé par la Direction Générale des Collectivités.

Il rappelle que, dans le cadre de l'harmonisation des pratiques et des procédures mise en œuvre entre les CDG dans le cadre de leur mission d'organisation des concours et des examens professionnels, le conseil d'administration adopte depuis 2017 les principes de rémunération des intervenants concours et examens professionnels proposés par la Fédération Nationale des Centres de Gestion (FNCDG) et l'Association Nationale des Directeurs de Centre de Gestion (ANDCDG).

Ces principes généraux règlent la rémunération des intervenants en matière de :

- ✓ Conception et test de sujets,
- ✓ Travaux de correction de copies,
- ✓ Rémunération des épreuves d'admission,
- ✓ Rémunération des intervenants des épreuves pédagogiques de la filière artistique.

Il indique que les travaux du groupe de travail « concours » du schéma de mutualisation régional ont montré des différences de pratiques entre les 5 centres de gestion des Hauts-de-France en ce qui concerne la rémunération des corrections de copies.

Il rappelle également que ces dispositions relatives à l'indemnisation des intervenants ne s'appliquent pas aux représentants du personnel de la commission administrative paritaire qui ne peuvent percevoir une rémunération du fait de leurs fonctions.

Il propose de contribuer à l'harmonisation des pratiques en abaissant à compter du 1^{er} juillet 2024 le coefficient de la rémunération :

- des travaux de correction des copies « QCM/tableau numérique » de 1 à 0,7 ;
- des épreuves d'admission de 1,3 à 1,2.

Ces barèmes évolueront automatiquement avec les modifications des indices leur servant de base et le cas échéant, de la durée légale annuelle du temps de travail. Les différents éléments seront automatiquement indexés au point d'indice dès que celui-ci sera modifié par voie réglementaire.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *APPROUVE* les évolutions des coefficients et barèmes de rémunération pour les concours et examens professionnels figurant en annexe 1 à compter du 1^{er} juillet 2024.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 26 mars 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY